

Emmanuel Macron, ou les vieux habits de l'homme neuf

(Francis Denord et Paul Lagneau-Ymonet, Le Monde Diplomatique, mars 2017)

Étroitement associé à la politique économique du président François Hollande, le candidat du mouvement En marche ! se présente pourtant comme un homme « hors système », loin des partis et des coteries. Cautionnée par la presse, la métamorphose de M. Emmanuel Macron en évangéliste politique masque mal la trajectoire banale d'un technocrate dont l'entregent lui a permis de brûler les étapes.

par François Denord & Paul Lagneau-Ymonet



Michel Herrera. — « L'Os de la parole », 2009

Ce 17 mars 2015, l'agenda de M. Emmanuel Macron s'annonce chargé. À 7 h 45, la revue *Politique internationale* attend le ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique pour un petit déjeuner-débat. Au menu : exposé face à un aréopage de patrons, de diplomates et de responsables politiques. Une heure plus tard, direction Bercy. Le ministre participe à l'ouverture d'une conférence sur les dispositifs publics de soutien à l'exportation, où se mêlent hauts fonctionnaires et dirigeants du privé, avant de s'entretenir avec les sénateurs socialistes au sujet de la loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques.

Vers 13 h 15, il retrouve les convives du Cercle Turgot pour un déjeuner-débat. Le président en exercice de ce think tank, M. François Pérol, patron du groupe Banque populaire – Caisse d'épargne (BPCE), l'accueille : « *Bienvenue, Emmanuel. Tu arrives juste du Sénat. Y a-t-il trop d'articles à ton projet de loi ? Comme on disait en d'autres temps, trop de notes s'agissant de la musique de Mozart ?* » Pareil hommage tient en partie de l'autocélébration, tant la carrière de M. Macron ressemble à celle de M. Pérol : fils de médecin, énarque, passé par l'inspection des finances, par la banque Rothschild et par les services de l'Élysée. Le ministre a vite fait d'emballer financiers, journalistes et autres cadres, qui l'intronisent membre d'honneur de leur cercle. Après les questions au gouvernement à l'Assemblée nationale, M. Macron s'attarde pour un long entretien avec M. Pierre Gattaz, président du Mouvement des entreprises de France (Medef). Puis, Saint-Patrick oblige, il reçoit M. Richard Bruton, son homologue irlandais.

Une succession d'apparitions brèves dans les sphères du pouvoir, avec la volonté de faire forte impression à défaut de laisser une empreinte profonde : ce 17 mars 2015 résume à bien des égards la trajectoire du candidat à l'élection présidentielle française.

Il se rêvait normalien, il atterrit à Sciences Po. Là, l'historien François Dosse le présente en 1999 au philosophe Paul Ricœur, qui cherche une petite main pour achever le manuscrit de *La Mémoire, l'Histoire, l'Oubli* (1). Cette collaboration ouvre à l'étudiant les portes d'Esprit, revue intellectuelle française proche de la « *deuxième gauche* » qui soutint par exemple le plan de réforme de la Sécurité sociale du premier ministre Alain Juppé en 1995. Il y théorise sa conception de l'exercice du pouvoir : « *Le discours comme l'action politique ne peuvent plus s'inscrire dans un programme qu'on proposerait au vote et qu'on appliquerait durant les cinq années du mandat* (2). » Au politique, il faudrait, selon lui, un horizon plutôt qu'un catalogue de mesures. C'est auprès de piliers de la « *deuxième gauche* » qu'il trouve l'idéologie donnant sens à son engagement.

Sous le fouet de la sainte concurrence

Énarque stagiaire dans l'Oise à l'automne 2002, M. Macron se lie d'amitié avec Henry Hermand. Enrichi dans l'immobilier commercial, l'homme d'affaires (décédé en 2016) a été l'une des figures tutélaires et nourricières d'une gauche chrétienne et « *anti* » : anticommuniste, anticolonialiste et antijacobine (3). Puis, en 2007, le chef de l'inspection des finances, M. Jean-Pierre Jouyet, débauché par M. Nicolas Sarkozy pour le secrétariat d'État chargé des affaires européennes, présente ce jeune homme prometteur à M. Jacques Attali.

L'ancien conseiller de François Mitterrand, qui préside la commission pour la libération de la croissance, le nomme rapporteur général adjoint. On discerne en sourdine dans le document final cette volonté de dépasser des clivages ordinaires que le candidat vocifère désormais sur toutes les estrades. « *Ceci n'est ni un rapport, ni une étude, mais un mode d'emploi pour des réformes urgentes et fondatrices. Il n'est ni partisan ni bipartisan : il est non partisan.* » Les « *non-partisans* » de la commission pourfendent « *la rente (...) triomphante : dans les fortunes foncières, dans la collusion des privilégiés, dans le recrutement des élites* » (4) et défendent un projet de société fondé sur la concurrence et la déréglementation.

Ces esprits inspirés ne se contentent pas de recommander la réorientation massive de l'épargne des Français vers les marchés d'actions six mois avant l'effondrement financier de 2008. La mise en concurrence généralisée revient à opposer entre elles des fractions des classes populaires : fonctionnaires et salariés du privé, artisans taxis contre chauffeurs Uber. Une telle vision du monde sied bien à un fringant inspecteur des finances qui, outre le comité de rédaction d'Esprit, qu'il intègre, fréquente des cénacles sociaux-libéraux et partisans de la construction européenne telle qu'elle se fait, comme En temps réel ou les Gracques. Le premier se présente comme un « *lieu de rencontre entre acteurs publics et privés soucieux de confronter leurs expériences et analyses, (...) dédié à la construction de puissantes bases intellectuelles d'un agenda réformiste* ». Le second proclame que le marché « *est le moyen de remettre en cause les situations acquises, les privilèges et les rentes* ».

La rente sociale de M. Macron, elle, reste à l'abri des grands vents de la « *modernité* ». En 2008, M. Xavier Fontanet, alors président d'Essilor, M. Serge Weinberg, ancien conseiller de M. Laurent Fabius, président du fonds Weinberg Capital Partners, M. Jean-Michel Darrois, avocat d'affaires, et M. Alain Minc — le seul à ne pas avoir été membre de la commission Attali — le recommandent auprès de la banque Rothschild. Son ascension y sera fulgurante, grâce à un marché conclu en 2012 pour le compte de Nestlé, dont le président, M. Peter Brabeck-Letmathe, avait participé à ladite commission.

M. Attali a présenté M. Macron à M. François Hollande en 2010, lorsque celui-ci ne dirigeait plus le Parti socialiste (PS) et que M. Dominique Strauss-Kahn ou Mme Martine Aubry semblaient assurés de jouer les premiers rôles aux primaires de 2011. Le jeune trentenaire coordonne pour le futur président le travail d'économistes comme Philippe Aghion (encore un membre de la commission Attali). Après la victoire de 2012, M. Attali et M. Jouyet — revenu de son aventure sarkozyste et à nouveau intime de M. Hollande — appuient sa candidature au poste de secrétaire général adjoint de l'Élysée, chargé des questions économiques.

En 2014, c'est encore M. Jouyet qui, en sa qualité de secrétaire général de l'Élysée, annonce la nomination de son protégé au ministère de l'économie. « *C'est quand même exaltant, à cet âge-là, d'avoir en charge l'économie, les entreprises, l'industrie, tout ça, lui explique-t-il au téléphone juste après l'annonce du remaniement. Tu te rends compte, le numérique, tout ce que j'aurais aimé faire ! Je pensais, quand même, à l'inspection des finances, être le maître, maintenant, c'est toi qui vas être le maître (5).* » Le nom du jeune prodige sera vite associé à une loi qui promeut le bus plutôt que le train, à l'ouverture dominicale des commerces et au travail de nuit. Il assouplit les règles des licenciements collectifs et hâte la privatisation de la gestion d'aéroports régionaux.

À ce stade d'une trajectoire de météore, on distingue déjà l'épure d'un style : être introduit dans une institution de pouvoir par un influent pygmalion, n'y passer que le temps nécessaire à la constitution d'un dense réseau de relations, puis recommencer à un poste d'un prestige supérieur. M. Macron ne restera pas plus longtemps à Bercy qu'à l'inspection des finances, chez Rothschild ou au secrétariat de la présidence : moins de trois ans. Quand il lance à 38 ans, en avril 2016, son mouvement En marche !, il mobilise les contacts accumulés à chaque étape de sa carrière.

À Sciences Po, où il enseigne à sa sortie de l'École nationale d'administration (ENA), M. Macron se lie d'amitié avec M. Laurent Bigorgne. C'est à l'adresse privée de ce dernier qu'il domiciliera En marche ! Fin 2010, M. Bigorgne devient directeur général de l'Institut Montaigne. Du très libéral institut, le candidat débauchera Mme Françoise Holder, codirectrice du groupe du même nom (boulangeries Paul et pâtisseries Ladurée), et recourra un temps aux services de l'agence de communication, Little Wing. Il ne boude pas pour autant les think tanks de l'autre bord politique : il est proche de M. Thierry Pech, ancien cadre de la Confédération française démocratique du travail (CFDT) et directeur général de la fondation Terra Nova, proche du Parti socialiste.

D'anciens membres de la commission Attali se mettent aussi « *en marche* ». L'essayiste Erik Orsenna était au premier rang pour le lancement du mouvement à la Mutualité (La Tribune, 31 août 2016). La rapporteuse de la commission, Mme Josseline de Clausade, passée du Conseil d'État à la direction du groupe Casino, M. Jean Kaspar, ancien secrétaire général de la CFDT désormais consultant en stratégies sociales, M. Darrois ainsi que M. Stéphane Boujnah, président d'Euronext, la société qui gère les Bourses d'Amsterdam, Bruxelles, Lisbonne et Paris, ont fait le déplacement pour le premier grand meeting de campagne, le 10 décembre 2016, à la porte de Versailles. C'est d'ailleurs M. Boujnah, ancien « *DSK boy* », vice-président d'En temps réel, qui aurait présenté à M. Macron l'homme qui désormais lève des fonds pour sa campagne présidentielle : M. Christian Dargnat. Cet ancien patron de la gestion d'actifs de BNP Paribas et du Crédit agricole a également présidé le comité « *Monnaies et système monétaire international* » du Medef de 2010 à 2013. Le patron du

cabinet de conseil Accenture, M. Pierre Nanterme, autre ancien de la commission Attali et de la direction du Medef — sous la présidence de Mme Laurence Parisot —, a déclaré avoir versé 7 500 euros (le plafond autorisé) à En marche ! (Les Échos, 27 janvier 2017).

Côté syndical, outre M. Kaspar, la connexion macronienne se nomme Pierre Ferracci. L'homme a transformé le cabinet d'expertise Secafi, proche de la Confédération générale du travail (CGT), en un groupe spécialisé dans le conseil aux syndicats, aux représentants du personnel et aux directions d'entreprise, le groupe Alpha. Son fils Marc et sa belle-fille Sophie occupent une place importante dans la garde rapprochée du candidat. Témoin de mariage du couple Macron, le premier est professeur d'économie, chercheur associé à la chaire « *Sécurisation des parcours professionnels* » que cofinancent à Sciences Po le groupe Alpha, la société de travail intérimaire Randstad, Pôle emploi et le ministère du travail. Avocate d'affaires, la seconde fut cheffe de cabinet du ministre à Bercy avant d'intégrer son équipe de campagne.

D'autres anciens membres du cabinet ministériel ont rallié En marche ! Son directeur (6), M. Alexis Kohler, qui a rejoint la direction financière du deuxième armateur mondial, MSC, continue de conseiller M. Macron, quand son adjoint, M. Julien Denormandie, se consacre à temps plein à la campagne. Tous deux sont passés par le cabinet de M. Pierre Moscovici, aujourd'hui commissaire européen.

Le conseiller chargé de la communication et des affaires stratégiques de M. Macron à Bercy, M. Ismaël Emelien, fait appel à des entreprises spécialisées dans la collecte et l'analyse de données de masse afin de caler l'« offre » politique sur les desiderata des électeurs (Le Monde, 19 décembre 2016). Le porte-parole d'En marche !, M. Benjamin Griveaux, ne faisait pas partie de son cabinet ministériel, mais il cumule les propriétés de ses jeunes membres : surdiplômé — École des hautes études commerciales (HEC) de Paris, Sciences Po —, formé au sein de la droite du PS (auprès de MM. Strauss-Kahn et Moscovici), passé par un cabinet ministériel (celui de Mme Marisol Touraine). En outre, il a exercé des mandats électoraux (à Chalon-sur-Saône et dans le département de Saône-et-Loire), tout comme le secrétaire général d'En marche !, le député et conseiller régional du Finistère Richard Ferrand, ancien directeur général des Mutuelles de Bretagne.

Héritier de la noblesse d'État

Ainsi l'homme qui se présente comme neuf, sans passé et sans attache incarne-t-il, tant personnellement que par son entourage, l'héritage cumulé de la noblesse d'État (Bercy), de l'expertise et de la haute finance : le noyau du « système », en somme, que sanctionne son appartenance au club Le Siècle.

Trente ans après que M. Hollande, M. Jouyet et quelques autres caciques socialistes ont proclamé que « *la gauche bouge* (7) », la vieille garde et les Jeunes-Turcs de M. Macron rejouent l'éternelle histoire du modernisme : un homme situé au-dessus des partis qui agrège les bonnes volontés, les compétences techniques et les méthodes dernier cri pour piloter le pays. Dès lors, l'essentiel n'est pas d'avoir un programme. C'est de rassembler, de la droite de la gauche (par exemple M. Gérard Collomb, sénateur-maire de Lyon, connu pour sa sollicitude envers la hiérarchie catholique) à la gauche de la droite (comme la députée européenne Sylvie Goulard, auteure de l'inénarrable L'Europe pour les nuls).

C'est surtout de pouvoir compter sur l'appui d'individus influents, tel M. Jean Pisani-Ferry, ancien commissaire général à la stratégie et à la prospective, et

sur les nombreux experts qu'il draine dans son sillage. Cet ancien conseiller de M. Strauss-Kahn et de M. Jouyet sait pourtant l'inconvénient d'un tel positionnement. Peu après le « Brexit », il constatait : « Nous sommes les experts, ceux que 52 % des Britanniques détestent » (Le Figaro, 4 juillet 2016). Il faudra à M. Macron beaucoup de charisme pour maintenir l'illusion qu'il appartient à l'autre camp. Lui suffira-t-il de croiser le mythe pompidolien du banquier lettré sachant conduire les affaires avec le fantôme giscardien du jeune homme progressiste ?

François Denord & Paul Lagneau-Ymonet

Sociologues. Auteurs de l'ouvrage Le Concert des puissants, Raisons d'agir, Paris, 2016.

[Source : Le Monde Diplomatique]

(1) Marc Endeweld, L'Ambigu Monsieur Macron, Flammarion, Paris, 2015.

(2) Emmanuel Macron, « Les labyrinthes du politique. Que peut-on attendre pour 2012 et après ? », Esprit, Paris, mars-avril 2011.

(3) Vincent Duclert, « La deuxième gauche », dans Jean-Jacques Becker et Gilles Candar (sous la dir. de), Histoire des gauches en France, vol. 2, XXe siècle : à l'épreuve de l'histoire, La Découverte, Paris, 2004.

(4) Commission pour la libération de la croissance française présidée par Jacques Attali, 300 décisions pour changer la France, XO Éditions – La Documentation française, Paris, 2008.

(5) Yves Jeuland, À l'Élysée, un temps de président, documentaire diffusé sur France 3 le 28 septembre 2015.

(6) Les rôles de directeur et de chef de cabinet ne se confondent pas, le second assumant plutôt des fonctions d'organisation.

(7) Jean-François Trans (pseudonyme collectif), La gauche bouge, Jean-Claude Lattès, Paris, 1985.

<http://www.monde-diplomatique.fr/>